



De #NoGov à #GoodGov

Itinera appelle les négociateurs à une réflexion stratégique pour cette législature cruciale.

2011/16
25 | 10 | 2011



La Belgique est à la veille d'avoir un nouveau gouvernement fédéral. L'Itinera Institute préconise une vision stratégique à long terme. La grande pression qu'induit la crise ne peut pas limiter le travail du gouvernement aux seules mesures de crise. Nous établissons également la base d'une nouvelle et durable prospérité et de la protection pour l'avenir. Le rapport "De #NoGov vers #GoodGov" veut ainsi donner une contribution constructive aux négociations, dans une perspective stratégique à long-terme. L'accent est mis sur les grands défis du nouveau gouvernement, avec 45 recommandations concrètes pour une politique vigoureuse.

Un système bancaire plus sûr

Nous devons tirer des enseignements des réformes en Grande-Bretagne et en Suisse, qui font en sorte que les activités de banque d'investissement à risques puissent absorber elles-mêmes des pertes significatives, au lieu de les reporter sur la société. À côté de l'introduction de nouvelles réglementations, un mécanisme de liquidation est également essentiel, de manière à ce que l'argent de l'épargne puisse être protégé lors du démantèlement d'une institution bancaire insolvable. Un point d'attention important est d'assurer une concurrence loyale : les banques prudentes ne doivent pas écopier d'un désavantage concurrentiel par rapport aux banques risquées.

Une nouvelle vision globale est nécessaire concernant la contribution fiscale du secteur financier aux finances publiques. L'actuelle taxe bancaire sur l'épargne doit être remplacée par un impôt lié au profil de risque. De cette manière, les banques seront incitées à mener des activités bancaires prudentes.

Des soins de santé efficaces

Les soins de santé devront se contenter d'une croissance plus faible mais les politiques doivent aller au-delà que le simple choix d'une norme de croissance. L'organisation des soins de santé doit pouvoir proposer

plus avec moins. Chaque euro dépensé, doit être justifié par des gains de santé. Seulement 1 euro sur 5 dépensés font actuellement l'objet d'une analyse coût-efficacité. L'application de ces analyses est limitée surtout au secteur des médicaments. Un élargissement à d'autres aspects des soins de santé est nécessaire. Le paiement des médecins et le financement des hôpitaux doit également changer. La qualité des soins doit être récompensée et non découragée. Les fournisseurs de soins et les hôpitaux doivent mieux travailler via l'extension des « best practices », une liste des « pratiques à éviter » l'inclusion de critères de qualité.

Renforcer l'assurance-chômage

L'assurance-chômage peut être à la fois une protection et un tremplin, par une combinaison d'allocations dégressives de formations progressives sur mesure. Les demandeurs d'emploi qui ne peuvent malgré tout pas trouver d'emploi, basculent dans un régime d'aide en offrant des services à la collectivité.

Un marché du travail moderne

Le vieillissement a commencé et nous nous trouvons à l'aune d'une période de manque structurel de talents. Le marché du travail doit comprendre plus de gens, plus longtemps et de manière plus active. Un statut unique moderne pour tous les salariés, avec un pilier formation vers un nouvel emploi, contribuerait certainement. Un compte-carrière continu supporterait l'évolution d'une carrière sur mesure. Le pacte des générations doit être suivi d'un pacte de l'âge avec des mesures aussi bien structurelles que temporaires. Un Etat-Général de toutes les autorités et partenaires sociaux est nécessaire pour effectuer une campagne « total » (50+ FlexiPlan, MoveOn, of work@work)

Un budget sain

La Belgique a un problème structurel avec la discipline budgétaire. Ancrer une règle budgétaire dans la constitution : ainsi les décideurs politiques seront obligés d'intégrer annuellement des mesures d'épargne et d'assainir les finances publiques sur le long terme.

Une meilleure fiscalité

Réformer le système fiscal, en diminuant les possibilités de déduction et les regrouper dans des paquets avec un montant maximal déductible. Le contribuable choisit lui-même l'allocation du montant.

Des pensions durables

Pour garantir la sécurité des pensions des générations futures, une large réforme est nécessaire. Introduire un système de pensions notionnel suivant le modèle suédois, incluant des mécanismes de correction automatique dans le système. Vaincre le tabou de l'âge limite de 65 ans par l'introduction d'une pension à temps partiel et rendre obligatoire et pour tous le pilier de pension complémentaire.

Un service public indépendant et responsable

Déléguer des responsabilités bien définies à des agences indépendantes, gérées de manière autonome et jugées sur les résultats. Par-là, nous scindons l'aspect administratif et politique du service public avec plus d'efficacité et d'efficience. En Belgique, l'AFSCA et l'Agence de la Dette sont deux exemples de transfert de missions précises et limitées d'un ministère (SPF) vers une agence autonome.

Utiliser l'opportunité du renouvellement démographique dans le secteur public pour accélérer le passage aux technologies de l'information et améliorer ainsi l'offre de service public.

Le texte complet: L'analyse Itinera « De #NoGov à #GoodGov » sur www.itinerainstitute.org

Plus d'info:

Marc De Vos: Directeur Général d'Itinera: 0498/42 11 88

Ivan Van de Cloot: Economiste en chef d'Itinera : 0478/43 47 17

Jean Hindriks: Senior Fellow: 0472/41 55 27

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables